**Revue Autrepart - Appel à contributions et notes de lecture**

**Quand les entreprises des Suds investissent dans les Suds**

Géraud Magrin (géographe, Cirad), Evelyne Mesclier (géographe, IRD)

Alain Piveteau (économiste, IRD)

L’émergence d’un nouvel ordre mondial au cours des dernières décennies inaugure une nouvelle phase de la mondialisation. Elle provoque des changements importants dans les relations des Suds avec les Suds. Même si les économies industrialisées continuent de fournir l’essentiel des investissements mondiaux, l’essor des investissements « Sud-Sud », mis en exergue par la CNUCED dans ses rapports annuels de 2004 et de 2006, constitue un fait structurel majeur que la crise actuelle ne paraît pas devoir remettre en question. Les investissements chinois en sont une des illustrations les mieux documentées, mais le phénomène dépasse ce seul cas. Il se traduit par une forte augmentation et une diversification des investissements d’acteurs des Suds dans les Suds.

Ces investissements, peu étudiés jusqu’à présent, pourront être abordés ici par deux entrées principales. La première s’intéresse aux pratiques et aux stratégies des entreprises des Suds qui investissent dans d’autres pays des Suds, et aux contextes de ces investissements : on songe, par exemple, aux jeux d’acteurs publics et privés qui les accompagnent, à leur plus ou moins grande articulation aux relations diplomatiques ou de coopération Sud/Sud, aux référents idéologiques et techniques qui les légitiment ou encore aux cadres réglementaires et institutionnels qui les organisent. La seconde s’intéresse aux effets concrets de ces pratiques et de ces stratégies sur les espaces d’accueil, dans des domaines aussi variés que l’industrie, l’agriculture, l’extraction des ressources minérales (minerais, hydrocarbures) ou renouvelables (bois, produits halieutiques), ou encore les infrastructures publiques et les communications. Ces effets pourront être abordés au travers des interactions qui se mettent en place entre les États, les entreprises locales, les travailleurs, les sociétés civiles, les populations riveraines des sites d’investissements, comme au travers de la transformation des territoires et de leurs relations avec d’autres espaces.

Entrent dans le champ des contributions attendues celles qui traitent des investissements provenant de grands pays émergents tels que la Chine, l’Inde, le Brésil ou l’Afrique du Sud. Toutes aussi pertinentes seront celles qui analyseront des investissements d’entreprises issus de pays moins visibles sur la scène internationale comme la Thaïlande, la Malaisie, la Colombie, le Venezuela, l’Angola, l’Égypte, les Émirats Arabes Unis, etc. Des approches variées mises en œuvre par différentes disciplines (économie, sociologie, anthropologie, sciences politiques et juridiques, géographie, etc.) fourniront autant d’éclairages utiles pour cerner la complexité de ces dynamiques récentes d’investissement.

Les questionnements porteront principalement sur les points suivants :

* Que représentent quantitativement les investissements en provenance des Suds à l’échelle des pays récepteurs ou de régions particulièrement concernées ? Existe-t-il des secteurs privilégiés par ces investissements ? Si oui, lesquels et pourquoi ? Quelles évolutions récentes constate-t-on dans ces spécialisations ?
* Les conditions d’accueil puis d’ancrage de ces investissements sont-elles spécifiques au regard des investissements domestiques ou issus des économies du Nord ? Cette question pourra être déclinée à travers de nombreux thèmes : les rapports avec les sociétés locales, les salariés et les sous-traitants ; le rôle des proximités linguistiques ou historiques ou à l’inverse des distances socioculturelles ; l’influence des débats, représentations et discours associés ; les stratégies des acteurs locaux ; les conflits sociaux ou environnementaux ; les formes de l’inscription territoriale, etc.
* Des enjeux particuliers liés aux standards technologiques, sociaux et environnementaux des entreprises des Suds existent-ils ? Si oui, lesquels et sous quelles formes (*dumping* socio-environnemental, proximités techniques ou institutionnelles, effets d’entraînements, etc.) ?
* Existe-t-il des relations de concurrence ou de collaboration spécifiques entre les investisseurs des Suds et les investisseurs plus anciens, nationaux ou internationaux ?
* Les coopérations bilatérales ou multilatérales qui accompagnent parfois ces investissements jouent-elles un rôle comparable à celles des pays du Nord lors de périodes antérieures, ou bien instaurent-elles de nouveaux modèles de partenariat ?
* Ces investissements transforment-ils l’espace politique des États receveurs face aux bailleurs de fonds et aux entreprises du Nord ? Contribuent-ils à la création de réseaux d’États des Suds, à une redéfinition des relations géopolitiques régionales et internationales ?

Les contributions permettront ainsi de mieux comprendre si les investissements Sud/Sud marquent une étape supplémentaire dans la circulation de normes économiques, sociales et environnementales produites d’abord dans les Nords, transférées vers les pays émergents avant d’être réexportées vers d’autres périphéries, ou si elles produisent des dynamiques originales, porteuses d’opportunités de développement ou de nouvelles inégalités.

**Les intentions de contributions (titre et résumé ne dépassant pas 1000 signes)**

**doivent être adressées à la revue Autrepart**

**le 15 septembre 2013 au plus tard**

**Les articles sélectionnés devront être remis le 15 novembre 2013**

**Les notes de lecture sur le thème du numéro**

**doivent être adressées à la revue Autrepart avant le 15 décembre 2013**

**Revue Autrepart -** 19 rue Jacob - 75 006 Paris

<http://www.cairn.info/revue-autrepart.htm>

Merci d’envoyer vos messages à la revue à : autrepart@ird.fr avec copie à revue.autrepart@gmail.com